



DIGITAL SUMMIT BANGUI 2024 CADES

Central Africa
Digital Economy Summit

CENTRAL AFRICA DIGITAL ECONOMY SUMMIT

(CADES BANGUI 2024)

Hôtel Ledger Bangui du
28 au 30 Mai 2024

TERMES DE REFERENCE POUR
L'ORGANISATION DU
CENTRAL DIGITAL
ECONOMY SUMMIT
(CADES BANGUI 2024)



Cameroun

Central Africa
Republic

Congo

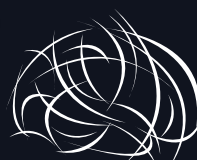
Gabon

Equatorial
Guinea

Tchad



All Access Agency
Global Communication and Marketing



PRIMA
INTELLIGENCIA
AGENCY



MESSAGE

DE S.E FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA,
Président de la République Centrafricaine,
Président en exercice de la CEMAC

«...Je suis plus que convaincu que cet atelier va permettre d'introduire facilement dans tous les secteurs d'activités, des applications telles que la gouvernance électronique (e-gouv), l'administration électronique (e-administration), le commerce électronique (e-commerce), l'éducation en ligne (e-éducation), la santé (e-santé) ainsi que le dispositif structurel et le mécanisme de gestion harmonisée de l'ensemble de ces applications.

Ce changement qui va contribuer au développement social de notre pays, va aussi permettre d'avoir les bases du gouvernement numérique pour la prestation de services publics de confiance et inclusifs, une meilleure efficacité et de la transparence dans la gestion des ressources publiques et un flux important de trafics.

A ce stade de mon allocution, j'invite tous les participants à faire preuve de rigueur scientifique dans la définition du processus et l'élaboration du schéma de digitalisation afin de régler définitivement le problème de fragmentation du leadership qui ne fera que nous distraire, sinon nous dévier de l'axe stratégique de nos actions.

Je vous invite en particulier à vous appuyer sur des exemples concrets qui ont fait leur preuve au niveau international, régional et sous-régional, sans perdre vue le réflexe de la contextualisation...»

Extrait du discours de Son Excellence **M. Faustin Archange Touadera, Président de la République Centrafricaine** à l'occasion de la cérémonie officielle d'ouverture des travaux de l'atelier sur l'économie numérique et la transformation digitale des secteurs public et privé en République Centrafricaine lu le 25 août 2022 à Bangui.



MESSAGE

Message du Président de la Commission de l'Union Africaine **S.E. Moussa Faki Mahamat**

L'Afrique devra défendre ses intérêts à travers l'élaboration des positions communes

« ...Bien que l'intégration en question soit celle de l'Afrique, elle ne peut se construire sans la prise en compte des mutations géopolitiques et économiques en cours dans le monde. L' Afrique subit les conséquences de la gouvernance mondiale, notamment les effets des crises financières et des changements climatiques qui handicapent son processus d'intégration et de développement.

Face à cette situation, l'Afrique devra défendre ses intérêts à travers l'élaboration des positions communes, notamment dans les domaines du changement climatique, du commerce, de la migration, du financement du développement, du numérique et dans la résolution des conflits... »

Extrait du Discours de **S.E. Moussa Faki Mahamat**,



TERMES DE REFERENCE POUR L'ORGANISATION DU CENTRAL DIGITAL ECONOMY SUMMIT

(CADES BANGUI 2024)

Supervision Générale: ÉTAT CENTRAFRICAIN

Coordination: MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DES
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Organismes d'exécution : PRIMA INTELLEGENCIA AGENCY
& ALL ACCESS AGENCY

Année d'exécution : 2024

Financement : CADES

Dossier préparé et présenté par le CADES Bangui 2024

SOMMAIRE

- I. CONTEXTE, PRETEXTE ET ENJEUX
- II. OBJECTIF GLOBAL
- III. OBJECTIFS SPECIFIQUES
- IV. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
- V. RESULTATS ATTENDUS
- VI. INTEREVENANTS ET BENEFICIAIRES
- VII. ACTIVITÉS À MENER
- VIII. LES THEMATIQUES
- IX. LIEU ET DUREE
- X. FINANCEMENT DU PROJET
- XI. CHRONOGRAMME DE REALISATION DES ACTIVITES
- XII. PLANNING

I. CONTEXTE, PRÉTEXTE ET ENJEUX DU DIGITAL SUMMIT

1-Contexte

Les réseaux de communication sont devenus une infrastructure économique et sociale fondamentale en Centrafrique et en Afrique Centrale. L'infrastructure de réseau est utile à tous les secteurs de l'économie, elle joue un rôle crucial dans les échanges de biens et de services aux niveaux national et international et elle constitue le principal déterminant de l'évolution des interrelations économiques dans un contexte d'évolution rapide de l'accès à la large bande et à l'Internet.

La restructuration du marché des télécommunications et les réformes institutionnelles du secteur de l'économie numérique et des télécommunications ont effectivement démarré en Centrafrique par la promulgation de plusieurs lois sur le numérique et les télécommunications électroniques.

Avec la libéralisation du marché des télécommunications au début des années 2000, nous avons assistés à la naissance et la prolifération d'une multitude d'opérateurs dans le secteur. Afin de stimuler et dynamiser le secteur, en veillant à ce que le cadre règlementaire et législatif du secteur soit en phase avec l'évolution technologique, le Gouvernement a mis en place plusieurs structures et projets d'encadrement en matière de développement des infrastructures des télécommunications, du réseau d'accès à l'internet et du numérique.



Ces nouvelles structures viennent accompagner et renforcer l'action gouvernementale en matière d'élaboration et de mise en œuvre de la politique nationale et sous-régionale en matière d'économie numérique, des télécommunications et TIC, de la régulation et de la réglementation de ce secteur.

Cependant,l'évolutioncontinuedel'industriedunumériqueetdescommunicationsélectroniques à aboutieà la naissanced'un nouveau phénomène:**la convergence technologique**.

Ce phénomène de convergence se caractérise par une dilution des frontières entre les secteurs de l'économie numérique, des télécommunications et TIC, des médias audiovisuels et des technologies de l'information. Grâce à la numérisation du contenu, des échanges financières et aux techniques de compression, un seul support peut en effet permettre diverses sortes de communications électroniques.

Il a des implications sur l'infrastructure, le numérique, les services et l'équipement tels que :

- La déspecialisation des réseaux : les réseaux de radiodiffusion peuvent fournir des services vocaux et des données, tandis que des contenus audiovisuels peuvent être diffusés via les réseaux téléphoniques.
- Les services multimédias hybrides (webcasting, vidéo à la demande, webinaires,...) : sont désormais une combinaison de plusieurs médias classiques, ou des services de télécommunications et de radiodiffusion traditionnels.
- Les terminaux récents (tablette, smartphone) : combinent diverses fonctions qui nécessitaient précédemment l'utilisation d'appareils séparés (tv, pc, téléphone).
- Les services financiers et non financiers mobiles et la monétique digitale (mobile money, e-services, e-payment,...) : présentent des écarts de gestion de la circulation des services de la finance inclusives.
- Les technologies de rupture comme la Blockchain, le swift, le code unique d'accès pays (236, 237, 241, 242...) : permet par sa mise en place de générer toutes les données du trafic numérique et l'interconnexion entre les états.

Les réseaux de communications électroniques sont des vecteurs de la convergence puisqu'ils associent des réseaux initialement distincts (réseaux satellitaires, réseaux terrestres fixes avec commutation de circuits ou de paquets, réseaux mobiles, réseaux de radiodiffusion sonore et télévisuelle, réseaux câblés de télévision, etc.) et des technologies diverses (câble, liaison hertzienne, fibre optique, liaison électromagnétique, liaison électrique, etc.) pour assurer de manière indifférente la transmission de tout type d'informations (voix, données, images, etc.).

Cette convergence et l'évolution continue des technologies des communications électroniques nécessitent l'actualisation permanente et la mise à jour du cadre réglementaire et législatif du secteur afin de maintenir un marché concurrentiel et prévenir les pratiques abusives des firmes dominantes.

En l'état actuel de la réglementation en vigueur en Centrafrique et en Afrique Centrale sur le développement de l'économie numérique, la régulation des secteurs des communications électroniques et de l'audiovisuel, s'appuie sur des cadres juridiques et réglementaires séparés dont le suivi de l'application est placé sous le ressort d'instances de régulation distinctes aux compétences élargies; ce qui génère des interférences préjudiciables.

2-Prétexte et enjeu du Digital Summit

L'écosystème de l'économie numérique, des télécommunications électroniques TIC et de l'Internet actuel s'appuie en Centrafrique sur l'Agence de Régulation des Télécommunications (ARCEP), la régulation du secteur financier sous l'égide de l'Agence Nationale d'Investigation Financières (ANIF), et la régulation de l'audiovisuel qui est exercée, dans le cadre d'une plateforme transparente de partage des responsabilités, entre le Ministère de la Communication et des Médias (MCM) et le MIENPT. De même que le développement du numérique s'exerce par l'Agence Centrafricaine du Développement du Digital (ACDD).

La complexité du développement de l'économie numérique et des communications électroniques, amène à penser à la définition d'un cadre d'échange et de négociation où se comparent les bonnes pratiques afin de les ériger en recommandations ou en règles de droit : c'est la corégulation. Cette dernière a pour objet d'articuler les efforts des acteurs privés (autorégulation) et l'intervention des pouvoirs publics (réglementation) afin de servir l'intérêt général. De même qu'elle se préoccupe désormais sur les questions de souveraineté numérique des Etats africains.

Par ailleurs, la corégulation et l'interconnexion sous régional associent des mesures législatives ou réglementaires contraignantes à des mesures prises par les acteurs les plus concernés en mettant à profit leur expérience pratique. Il en résulte une plus large appropriation des politiques en question, en faisant participer à leur élaboration et au contrôle de leur exécution par ceux qui sont concernés au premier chef par les mesures d'application.

L'Agenda 2063 de l'Union Africaine souligne l'importance de l'économie numérique pour une intégration régionale et continentale renforcée. Dans cette perspective, le Bureau Sous-régional de la CEA pour l'Afrique Centrale a mis en avant l'urgence d'initier des programmes



d'identité numérique, alignés avec les agendas 2030 et 2063 de l'UA afin de soutenir la capacité de négociation numérique des pays de la sous-région.

Le choix de la République Centrafricaine comme hôte de ce sommet majeur n'est pas fortuit. La vision novatrice, notamment avec l'adoption du Sango, première monnaie digitale en Afrique, positionne la Centrafrique comme un modèle d'innovation économique. De plus, avec la présidence actuelle de la CEMAC, Bangui s'est naturellement imposée comme le centre névralgique de la sous-région.

Un agenda qui mérite qu'on puisse se pencher sur l'avenir de la sous-région. Il s'agit pour ce sommet de revisiter les grands axes du développement de l'économie numérique : pacte financier mondial afin d'envisager, par la même, les opportunités d'investissement dans l'économie numérique avant de se pencher sur l'amélioration de la qualité de service et la promotion du « Blockchain » comme technologie de rupture.

En conséquence, il s'agira pour le CADES 2024 de répondre à des préoccupations structurelles sur le vaste chantier des politiques publiques en matière de «transformation digitale de l'Afrique» afin de répondre aux nouvelles exigences de la monnaie digitale, du porte-monnaie électronique, du e-business; e-learning, du e-gouvernement, e-agroindustry, du concept du e-services et biens d'autres solutions innovantes en matière d'économie numérique.

Le CADES 2024 promet d'être une plate-forme de réflexion et de dialogue pour les États membres de la CEMAC-CEA, les institutions internationales (BRICS, UIT, UA, BM, FMI, BAD, BDEAC, COSUMAF, BID, ATIDY For Africa.), les experts, les universitaires, les start-ups, les

acteurs économiques et les Ambassades, pour envisager l'avenir de l'Afrique dans le domaine du numérique, en lien avec l'Agenda UA 2030 et 2063 dont l'un des points fondamentaux est la « Transformation Digitale de l'Afrique ». Mieux encore et d'où l'approche conceptuelle de placer le Digital Summit Bangui 2024 sous le thème central « **Connecting Africa, this is the moment** ». Car il s'agit de connecter l'Afrique au nouveau Monde digitalisé.

Afin de mettre en œuvre une stratégie nationale ou sous-régionale d'interconnexion et de développement de l'économie numérique en Centrafrique et en Afrique Centrale, l'agence de l'intelligence artificielle Prima Intelligencia Agency et le Cabinet All Access Agency se proposent d'organiser, en partenariat avec l'Etat Centrafricain et sous l'encadrement du Ministère Centrafricain de l'Économie Numérique, la toute première édition du Central Digital Economy Summit (CADES BANGUI 2024).

II. OBJECTIF GLOBAL

L'objectif global du Digital Summit CADES Bangui 2024 est d'engager une réflexion avec les Etats membres de la zone CEMAC-CEAC, les institutions internationales, les régulateurs, les opérateurs, les consommateurs, les médias, les banques, en vue de développer l'économie numérique et d'améliorer la régulation des services de communications électroniques qui chevauchent entre plusieurs secteurs d'activités afin de permettre à l'Afrique centrale de mieux se connecter au Monde du digital.

II. OBJECTIFS SPECIFIQUES

De manière spécifique, il s'agira de :

- Faire un état des lieux de l'économie numérique en Centrafrique et en Afrique Centrale ;
- D'identifier et proposer des solutions aux problématiques liées à la souveraineté des Etats Africains en général et de la zone Cemac-Ceac en particulier ;
- De formuler des recommandations et directives pour la construction et le développement des infrastructures du numérique à Fibre Optique à haut débit ;
- Contribuer à l'élaboration et au renforcement du Plan National Stratégique Centrafrique.
- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie sous-régionale et communautaire du développement de l'économie numérique ;
- faire un état des lieux de la régulation des communications électroniques et de l'impact de la convergence technologique sur les actions de régulation de ce secteur ;

- Proposer des stratégies et approches à adopter pour l'interconnexion à l'ère de la convergence numérique;
- Identifier les problèmes liés à l'accès au réseau, à l'internet, et proposer des solutions ;
- Identifier les problèmes de la corégulation des activités de l'audiovisuel, et proposer des solutions ;
- Identifier les problèmes de la corégulation des activités financières et non financiers mobiles, et proposer les solutions ;
- Formuler des recommandations et directives en vue de la mise en place d'un cadre de concertation permanent pour une régulation collaborative multinationale ;
- Identifier et proposer des solutions pour les problématiques liées à la cybercriminalité et à la cybersécurité en Centrafrique et en Afrique Centrale ;
- Formuler des recommandations et directives en vue du renforcement du dispositif réglementaire de la fiscalité digitale ;
- Identifier et proposer des solutions pour les problématiques liées au panafricanisme numérique ;
- Identifier et proposer des solutions pour les problématiques liées au Data Center Intelligent Africain.

IV- STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET CADES BANGUI 2024

L'organisation du Digital Summit CADES Bangui 2024 sur l'économie numérique en Centrafrique et en Afrique Centrale vise à rassembler autour de cette problématique, tous les acteurs sectoriels ayant comme base d'activité l'économie numérique, le transport des supports du digital et les communications électroniques, afin de trouver ensemble les solutions pour un développement harmonieux de l'économie numérique et des télécommunications électroniques dans la zone CEMAC-CEAC.

La mise en œuvre de cette stratégie est axée sur les actions suivantes :

1- Au plan stratégique : le Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et Télécommunications (MENPT), Coordonnateur de l'organisation, s'occupera de la coordination de l'organisation du Digital Summit CADES 2024. Pour cela, il travaillera en étroite collaboration avec les partenaires multisectoriels avec pour missions spécifiques de:

- **Inviter les pays membres de la zone CEMAC-CEAC à participer au Digital Summit Cades Bangui 2024 et animer les Pavillon pays du Salon Expo Digital du CADES** (Cameroun, Gabon, Congo Brazzaville, Tchad, Guinée Equatoriale, RDC, Rwanda) ;
- **Sensibiliser par la rédaction et la diffusion des correspondances adressées aux institutions de la République et les membres du gouvernement Centrafricain;**
- **Saisir l'UIT qui apportera son expertise dans le domaine du développement du numérique, de la régulation et de la réglementation des Télécoms/TIC en Afrique Centrale et dans le Monde ;**
- **Saisir les Ambassades et membres du corps diplomatique accrédité en Centrafrique en vue de mobiliser les acteurs de leurs pays qui apporteront son expertise dans le domaine du développement du numérique, de la régulation et de la réglementation des Télécoms/TIC** (Chine, Turquie, France, Allemagne, Italie, Inde, Brésil, France, Maroc, Tunisie, Algérie, Tanzanie, Sudan, Union Européenne...etc);
- **Produire des lettres de recommandations aux équipes du CADES en vue de la mobilisation des souscriptions sur le plan marketing et vente d'espace de l'événement** (Ministères, Entreprises, sociétés citoyennes, opérateurs du mobile, Banques, Organismes Internationaux, Ambassades, Agences, Partenaires au développement)
- **Inviter les acteurs du secteur à contribuer aux sujets de la conférence en présentant leurs activités et des difficultés rencontrées** (Opérateurs de Téléphonie Mobile, les Banques, les acteurs de l'industrie de l'audio-visuel, les fournisseurs d'accès au réseau, les constructeurs)
- **Produire des lettres d'invitation aux experts désignés de la conférence de haut niveau CADES Bangui 2024 sur l'économie numérique** (Présidents de Panel, Rapporteurs, Conférenciers, Comité Scientifique, Jury du Prix Spécial, Secrétariat technique)
- **Assurer l'interface entre le comité d'organisation et les autorités supérieurs Centrafricaine** (Premier Ministère, Présidence de la République) ;
- **Produire des lettres de recommandations aux équipes du CADES en vue de mobiliser les acteurs du secteur des pays membres de la zone CEMAC-CEAC** (Opérateurs de la téléphonie mobile de la sous-région, Agences de Régulation, Agences de développement du Numérique, du Trésor, des Impôts, de la Douane et du Budget, Universités, Grandes Ecoles, Banques, Entreprises Citoyennes...).



- **Saisir par des lettres de recommandations les ministères en charge des secteurs para-événementiel** (couverture santé, sécurité et sûreté, protocole et visas, communications et médias, télécommunications et accès au réseau,...).

2-Au plan opérationnel : l'agence d'intelligence artificielle, Prima Intellegencia Agency, maître d'œuvre de l'organisation et All Access Agency s'assureront :

- **De la rédactions des contenus** (TDR, thématiques des conférences, résultats attendus)
- De l'organisation du **salon expo numérique, des prix star up de l'innovation du Président et du prix spécial du Président de la République** CADES Bangui 2024,
- **De l'organisation matérielle** des cérémonies d'ouverture et de clôture
- **De la logistique événement** du CADES 2024 en mettant un accès sur (lieu de l'événement, la régieson et lumière, l'accès à internet, le branding du site, la construction des stands, le dispositif de vidéoconférence,...) ;
- **De la communication standard et digitale** (réseaux sociaux, liens de la conférence, présentiel, site web, médias et multimédias, influenceurs, marketing web, campagne web, campagne médias,...) ;
- **De la mobilisation des ressources financières à travers :** (la vente des espaces publicitaires, la vente des stands, les souscriptions des packages de participations, recherche des subventions et appuis divers) ;
- **De la désignation, des intervenants à la conférence** en liaison avec le comité local (président de panel, rapporteur, membres du secrétariat technique, conférenciers, experts, facilitateurs, maître de cérémonie, modérateurs, volontaires, stagiaires) ;
- **De la rédaction et de la production du rapport final en liaison avec le comité local ;**
- **De la gestion administrative, financière et humaine des ressources mobilisées pour l'organisation de l'événement ;**

4- Au plan du suivi-évaluation : Un comité de coordination du MINEP sera mise en place pour s'assurer de la bonne marche les activités de la phase préparatoire. Ce Groupe de travail devra également assurer le secrétariat technique durant le CADES 2024 et l'élaboration du rapport final de la conférence.

5- Au plan décisionnel : Un comité interministériel sera mis sur pied pour la supervision de l'organisation du CADES 2024 avec pour point focal du Gouvernement le MENPT.

V- RESULTATS ATTENDUS ET ACTIVITES CLES

Les résultats attendus du CADES sont les suivants :

- **Résultat 1 : avoir une cartographie des outils réglementaires du secteur de l'économie numérique et des communications électroniques et une synthèse de l'impact de la convergence dans ce secteur.**

- o **Activités**

- Recenser tous les éléments du cadre réglementaire ;
- Recenser toutes structures en charge du numérique et des activités liées aux communications électroniques ;
- Faire le synopsis des actions contraintes liées à la mise en œuvre des politiques publiques en matière de développement des infrastructures du numériques ;
- Relever le caractère convergent de l'activité des communications électroniques

- **Résultat 2 : disposer d'un document cadre proposant les conditions de développement des infrastructures du numérique**

- o **Activités:**

- Synthèse des technologies de la fibre à optique à haut débit
- Synthèse des missions des structures en charges des infrastructures du numérique
- Répertorier les technologies de pointes
- Synthèse sur le Data Center Intelligent et le Data Center Mobile,
- Les sources d'énergies alternatives

- **Résultat 3: disponibilité d'un cadre de concertation nationale et multinationale des acteurs du secteur du numérique, des communications électroniques, contenant les processus de co-régulation conjoints de tous les acteurs concernés et l'interconnexion**

- o **Activités:**

- Proposer les actions de co-régulation devant être mis en place;

- Proposer les actions d’interconnexion
 - Stratégie régionale des infrastructures du numérique
 - Lutte contre la cybercriminalité et la cyber sécurité
 - La souveraineté du numérique
 - Élaboration des processus de co-régulation ;
- **Résultat 4 recommandations et/ou directives pertinentes pour la digitalisation des services**
 - o **Activités**
 - Recenser les recommandations issues des débats en vue l'accélération de la digitalisation des services
 - Élaborer le document de stratégie sous-régionale de la diplomatie du numérique
 - Dématérialisation des procédures administratives et du service public
 - Solutions digitales et monétique inclusives
 - **Résultat 5 recommandations et/ou directives pertinentes pour la souveraineté numérique**
 - o **Activités**
 - Lutte contre le blanchissement d’argent
 - Régulation de la monnaie digitale
 - Lutte contre la criminalité et la cybersécurité
 - Contrôle des solutions digitales et monétique inclusives
 - La fiscalité digitale
 - **Résultat 6 Dispositif d'avant garde sur la convergence de l'inclusion financière et la monnaie digitale**
 - o **Activités**
 - Cryptomonaie et Technologie du BlockChain
 - La fiscalité des services digitalisés

- Les services financiers et non financiers mobiles
 - Les échanges commerciaux
 - Les plates forme de paiement électronique
 - La financer électronique
- **Résultat 7 : Recueil des technologies de base de la télévision numérique terrestres**
 - o **Activités**
 - Développement des médias et multimédias
 - La presse digitale
 - La régulation des contenus sur les réseaux sociaux
 - Les infrastructures de convergence
 - Les agences de presse online
 - Ethique et déontologie des acteurs des médias

VI- INTERVENANTS ET BENEFICIAIRES

Pays membres de la zone CEMAC-CEAC, Ministères sectoriels, MENPT, MINFI, Agences de régulation, UIT, BAD, BDEAC, AITIDY for Africa, UA, Ambassades, CONESTEL, ZTE, HUAWEI, MAG, Hôtels, Banques, Consommateurs, autres partenaires internationaux.

2- Nombre de participants attendus : 500 personnes

Le profil des participants attendus à cet atelier correspond principalement à celui des membres des gouvernements des pays de l’Afrique Centrale, des hauts cadres des structures en charge de l’économie numérique et des communications électroniques, de la régulation, des services financiers, des organismes internationaux, des activités liées aux, ainsi que les opérateurs et organisations de la société. Il s’agit :

- **Acteurs du secteur public** : Ministères, Sécurité Nationale, Régulateurs, Agence de développement du numérique, Société patrimoniale, Sociétés publiques de gestion du transport, sociétés publiques de distribution,

- **Acteurs du secteur privé :** Opérateurs des communications électroniques, Les BANQUES, BEAC, COBAC, HUAWEI, ZTE, CONESTEL, Hôtel, Education, Santé, Mairie.
- **Société civile :** associations des consommateurs, syndicats, ONG, etc...

VII- ACTIVITES A MENER

Le présent projet sera mis en œuvre en deux grandes articulations :

1. Travaux préparatoires aux assises

Dans cette première partie, il s'agira d'organiser au MENPT, des séances de travail avec le comité local d'organisation, dans le but :

- De faire un brainstorming relatif à l'organisation du CADES en Centrafrique et dans d'autre pays et élaborer un rapport ;
- de valider les parties prenantes identifier ;
- d'identifier et valider les différentes thématiques qui seront abordées ;
- de partager aux différents parties prenantes (de manière désintéressée) les thématiques retenue et sollicités de l'opinions concernant ces thématiques ;
- d'élaborer les termes de références de chaque thématique ;
- d'identifier les modérateurs de chaque panel ainsi que les différents rapporteurs et présidents de panels;
- de préparer les correspondances d'invitation des différentes parties prenantes ;
- de préparer les discours d'ouverture et de clôture des assises.
- de définir la logistique nécessaire pour la tenue Digital Summit CADES 2024.

2. Tenue du Digital Summit Bangui 2024

Il sera question dans cette seconde articulation, de l'organisation effective du CADES Bangui 2024.

Cette conférence de haut niveau se déroulera suivant les articulations ci-dessus :

- **Une session d'ouverture**, ponctuée par le discours d'ouverture du Président de la

République Centrafricain ou de son Représentant, suivi d'une leçon inaugurale du Président du Comité Scientifique;

- **Les conférences en mode visioconférences et présentiel.** conférences seront réparties en 08 panels en fonction des principales thématiques retenues pour le CADES ;
- **Les ateliers.** Elles seront consacrées à des thématiques particulières dans les secteurs clés (fiscalité du numérique, promotion du tourisme et de la culture par le numérique, la diplomatie numérique);
- **La clôture des assises.**



VIII- LES THEMATIQUES DES ASSISES

Le tableau suivant présente les thématiques qui seront abordées pendants cet événement :

Thèmes	Sous-thèmes	Intervenants	Président de panel	Rapporteurs
Panel 1 : Exploiter le potentiel du numérique pour moderniser l'administration et améliorer le service public.	-le e-services -dématérialisation des procédures -gouvernance numérique - réseau intranet - développement des applications et logiciels - formation au digital -sécurisation des données	MINFOPRA, MENPT MINFI/DGI/ DGTCFM MINESEC ANTIC ARCEP SOCATEL CNSS, Représentants du GABON, RCA, CONGO, Guinée Equatorial, CEMAC , BAD, BRICS	Pr Vivianne ONDOUA BIWOLE	M. Xavier MESSE
Panel 2 : Cadre institutionnel et réglementaire propice au développement des infrastructures du numérique et Numérique panafricain	-data center intelligent - technologie 3G, 4G, 5G -fibre optique à haut débit -bande passante -connexion VSAT -mobile digitale -platte forme -linterconnxion état	MENPT, ART, ANTIC, MINFI, CEAC, UIT, CAMTEL, OCM, MTNC, Viettel, etc	Pr. Mathias Eric OWONA NGUINI	

Thèmes	Sous-thèmes	Intervenants	Président de panel	Rapporteurs
Panel 3 : Les services financiers et non financiers mobiles (SFM) : impact sur le développement économique, problématique de la Co-régulation des SFM	-monétique digitale -digitalisation de la fiscalité, douanes et trésor -fiscalité digitale - régulation du flux de transactions financières - services non financiers - le point unique de convergence pays (.236, .237 ; .242 ;.241... etc) -lutte contre la fraude fiscale, le financement du terrorisme, le blanchiment d'argent -cryptomonaie	MINFI, MENPT BEAC, COBAC, Banque et Microfinances Organisme de paiement (MTN MoMo, Orange Money, etc) POSTES	M. BABI SAKANA	
Panel 4 : Impact du numérique sur le développement de la Centrafrique et de la sous-région Afrique central	-l'enjeu du Plan Stratégique National du Numérique 2024-2028 -convergence technologique - le développement par le numérique -accélération des réserves	MENPT, BAD BEAC, COBAC, GIMAC, Représentants du Gabon, RCA, Congo, Guinée Equatoriale, Experts français et américains	Pr. PONDJ Emmanuel	

Thèmes	Sous-thèmes	Intervenants	Président de panel	Rapporteurs
Panel 5 : Problématiques du développement d'une industrie du numérique en Centrafrique et dans la sous-région.	-les métiers du mobile - le SAV, recyclage des intrants du mobile -le marché du mobile -la promotion des industries locales -les gadgets locaux -centres d'appel -developpement des applications -start up et solutions digitales -le marché international du mobile -le financement des industries du numérique	MINEPAT, MINMIDT, MINPOSTEL, GICAM	M. Armand Claude ABATE	
Panel 6 : État des lieux et enjeux de la cryptomonnaie et le blockchain en Centrafrique et dans la sous-région	-le Sango, première monnaie digitale en Afrique -comprendre le blockchain -souveraineté économique du bitcoin -le pacte financier mondial -monnaie fiduciaire et monétique variable	DGTCFM, BEAC, COBAC, ECOBANK, AFRILAND, UBA, BANGE BANK, BICEC, NFC, CCA, GIMAC	Pr. Ben BITJOKA	Dr Herve MBOA NKOUDOU

Thèmes	Sous-thèmes	Intervenants	Président de panel	Rapporteurs
Panel 7 : Partenariat public privé et souveraineté numérique en Centrafrique et en Afrique Centrale	-souveraineté du numérique -transfert de technologie -indépendance technologique -les échanges commerciaux inter état - le modèle PPP - réglementation et encadrement législative du PPP -les procédures et autres entraves au développement des PPP	MENPT, CAMTEL, ARCEP, OCM, MTNC, Viettel CEMAC, BAD,PNUD, AMBASSADES RUSSIE, FRANCE, TURKIE USA TUNISIE MAROC RWANDA RDC	Pr.BOYOMO ASSALA	Dr ETA Sabine
Panel 8 : Co-régulation des activités des autres secteurs fortement impactés par le numérique.	-monétique sous regional -convergence numérique a l epreuve des frontières -autoregulation et regulation des acteurs -les interconnexions etats -les agences de regulation (ARCEP, ANIF, Police, sécurité des données) - platte forme d'échanges entres les régulateurs et procédures co-regulatrices	MENPT, CAMTEL, ARCEP, OCM, MTNC, MOOV CEMAC, BAD,PNUD, AMBASSADES RUSSIE, FRANCE, TURKIE USA TUNISIE MAROC RWANDA RDC	Pr Alphonse TONYE	Dr Richard MAKON

LIEU ET DUREE

L'événement se tiendra à l'hôtel Ledger Plaza de Bangui, pendant 03 jours du 28 au 30 Mai 2024.

IX- FINANCEMENT DU PROJET

Le CADES 2024 pourra être financées par les ressources issues :

- Des offres de participations des Etats de la sous-région aux différentes Pavillon-Etats du salon numérique ;
- Des ministères sectoriels , des projets, des programmes et institutions spécialisés ;
- Des subventions des Etats et autres ;
- Des partenaires au développement ;
- Du sponsoring événement (souscription aux package de sponsoring et souscriptions des stands par les opérateurs et fournisseurs de services du secteur de l'économie numérique, des communications électroniques, des médias et multimédias, des partenaires internationaux de l'industrie des télécommunications, etc).

X- CHRONOGRAMME DE RÉALISATION DES ACTIVITÉS

Le projet de chronogramme de mise en œuvre des activités est le suivant :

N°	Activités	Tâches	période	Responsable
1	Préparation du CADES	<div>- confirmation de la liste des participants ;</div> <div>- élaboration des TDR de chaque thématique ;</div> <div>- identification des modérateurs de chaque panel ainsi que les différents rapporteurs ;</div> <div>- préparation des correspondances d'invitation des participants ;</div> <div>- préparation des discours d'ouverture et de clôture des assises.</div> <div>- la logistique nécessaire pour la tenue des assises</div>	Du 16 mars au 15 Mai 2024	Groupe de travail Comité Local CADES
2	Pré-évènement	<div>- conférences de presse de lancement</div> <div>- séances de conférence en mode webinaires,</div> <div>- semaine d'information du gouvernement,</div> <div>- séminaire d'information du corps diplomatique</div> <div>- séminaire d'imprégnation des journalistes et médias</div> <div>- table ronde des annonceurs</div>	Du 20 Avril au 20 Mai 2024	Groupe de travail Comité Local CADES MINREX MINCOM
3	Déroulement CADES Bangui 2024	<div>- Cérémonies d'ouverture et de clôture ;</div> <div>- Mise en place ;</div> <div>- organisation des salles (plénières et ateliers) ;</div> <div>- tenues des sessions d'ateliers ;</div>	27 au 31 Mai 2024	Comité d'Organisation CADES MENPT MINCOM MINREX MINSANTE MINDEF DGSN Services spéciaux

4	Rédaction du Rapport Final de la conférence de haut niveau CADES 2024	<div><div>- Collecte des données</div><div>- Statistiques</div><div>- Résumé des interventions</div><div>- Recommandations</div><div>- Restriction</div><div>- Annexes</div></div>	Au plus tard le 20 Juin 2024	Secrétariat Technique CADES MENPT
---	---	--	------------------------------	---

XI- BUDGET

Le tableau suivant présente le récapitulatif du budget du CADES Bangui 2024:

N°	Activités	Prix Total	TVA	Total TTC
1	LOCATION DES SALLES	20 000 000		
2	RESTAURATION + GALA	20 000 000	0	
3	TRANSPORT	30 000 000	0	
4	HONORAIRES Experts et Rapporteurs	25 000 000	0	
5	MATERIEL PARTICIPANT	5 000 000	0	
6	SECURITE	5 000 000		
7	SANTE	5 000 000		
6	COMMUNICATION	15 000 000		
8	Comité Local	15 000 000		
9	COMITE SCIENTIFIQUE	10 000 000		
10	JURY DES PRIX DE L'INNOVATION	10 000 000		
11	VOLONTAIRES	3 000 000		
	TOTAL GENERAL	191 000 000	0	





PRIMA
INTELLIGENCIA
AGENCY

PRIMA INTELLIGENCIA AGENCY
A member of Prima Financial Holding
L'agence de l'intelligence artificielle
Siège social: Biyemassi-Face entrée du Lycée
P.O Box. 70 59 Yaoundé-Cameroun
Site web: www.primamf.com
Tél. +237 222 20 75 72

Watsaap. +237 677 65 80 51/+237+237 699 78 11 48/+237 677 55 77 27
Bangui: watsaap/mob: +236 74 65 69 91



All Access Agency
Global Communication and Marketing

Contact: +237 699 98 12 25 /
677 55 77 27/ 697 10 97 96